

**Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

NPT/CONF.2010/PC.II/10
2 mai 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2008

**APPLICATION DE L'ARTICLE VI DU TRAITÉ ET DE L'ALINÉA c
DU PARAGRAPHE 4 DE LA DÉCISION DE 1995 SUR LES PRINCIPES
ET OBJECTIFS DE LA NON-PROLIFÉRATION
ET DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRES**

Rapport soumis par la Roumanie

1. Le présent rapport donne un aperçu général des mesures prises par la Roumanie pour appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et l'alinéa c du paragraphe de la décision de 1995 sur les «Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires».
2. Lors du précédent cycle d'examen du TNP, en 2004, la Roumanie a soumis un rapport similaire à l'occasion de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2005. La Roumanie confirme à nouveau son précédent rapport et réaffirme tous les éléments de la position de principe qui y est énoncée. Le présent rapport est donc axé sur les mesures qu'elle a prises depuis la conclusion de la session de 2004 du Comité préparatoire.
3. Tout au long de la période couverte par le rapport, la Roumanie a continué à appuyer sans réserves les efforts faits par la communauté internationale pour éliminer les armes nucléaires, à agir conformément à sa politique de non-prolifération et aux engagements qu'elle a contractés, et à soutenir vigoureusement les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Dans cette perspective, la Roumanie a, comme suit, pris des mesures et participé à des activités:
 - a) Alors qu'elle était membre du Conseil de sécurité de l'ONU pour 2004–2005, la Roumanie a assumé la présidence du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) sur la non-prolifération des armes de destruction massive. En cette qualité, elle a activement encouragé l'application complète de cette résolution par le biais d'un renforcement de la coopération, des activités de sensibilisation et de l'assistance;
 - b) À la Conférence d'examen du TNP de 2005, la Roumanie a présidé le Comité de rédaction et a, à ce titre, collaboré avec d'autres États parties intéressés pour assurer le succès de la Conférence;

c) Sur l'initiative de la Norvège, la Roumanie, associée à l'Afrique du Sud, à l'Australie, au Chili, à l'Indonésie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Initiative des sept États dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires), a présenté, lors du Sommet des Nations Unies de 2005, des propositions visant à créer un large consensus sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Après ce Sommet, elle a continué à encourager un certain nombre d'initiatives et activités concrètes au titre de l'Initiative des sept États. La Roumanie a notamment, en partenariat avec la Norvège, organisé à Bucarest, du 7 au 9 juin 2007, un séminaire international intitulé «*Comment la région de la mer Noire peut-elle contribuer à améliorer la sécurité à l'échelle mondiale?*»;

d) La Roumanie a aussi attaché une grande importance à l'échange de vues et aux décisions qui ont été adoptées lors des trois dernières sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui portaient sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Elle a donc appuyé et coparrainé un certain nombre de résolutions sur cette question;

e) La Roumanie demeure convaincue que les principales priorités dans le domaine du désarmement nucléaire restent l'universalité du TNP, l'entrée en vigueur du TICE ainsi que la négociation d'un traité sur les matières fissiles;

f) Du fait des attaques lancées récemment contre le régime de non-prolifération nucléaire, la Roumanie a profité de toutes les occasions, aux niveaux bilatéral et multilatéral, pour souligner combien il était important que tous les États parties au TNP honorent leurs engagements en matière de non-prolifération nucléaire. Dans cette perspective, la Roumanie continue d'insister sur la nécessité de renforcer le système de garanties de l'AIEA;

g) Depuis le 1^{er} juin 2007, donnant suite à la conclusion élargie de l'AIEA concernant le *Protocole additionnel*, la Roumanie applique des garanties intégrées. Jusqu'ici, ce système a été appliqué à la centrale nucléaire et à l'installation de production de combustible nucléaire de Cernavoda et le sera aussi à la centrale de Feldioara;

h) Le 18 septembre 2007, la Roumanie a signé le nouvel «Aperçu des programmes de pays» (APP) AIEA/Roumanie pour 2008–2013, document établissant et décrivant les programmes de coopération technique élaborés par le Département technique de l'AIEA;

i) L'Institut de recherche nucléaire de Pitesti a converti le réacteur nucléaire de recherche TRIGA-SSR pour qu'il ne fonctionne plus à l'uranium fortement enrichi, mais à l'uranium faiblement enrichi. Cette activité a commencé en 1992, a comporté plusieurs phases et s'est achevée en 2006;

j) Ce réacteur de 14 MW fonctionnant à Pitesti est le plus puissant réacteur nucléaire de recherche TRIGA au monde ayant donné lieu à une conversion et est principalement utilisé à des fins de recherches expérimentales sur les combustibles nucléaires roumains produits pour la centrale nucléaire de Cernavoda. Après plusieurs années de refroidissement, l'uranium fortement enrichi irradié provenant des États-Unis a été retiré du réacteur de Pitesti et sera expédié aux États-Unis au titre du programme pour la Roumanie relatif au combustible irradié provenant de réacteurs de recherche étrangers. L'exécution de cette tâche constituera une contribution notable au programme intitulé «Reduced Enrichment for Research and Test Reactors (RERTR)» de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire (GTRI);

k) Le 16 septembre 2007, la Roumanie a signé la *Déclaration de principes du Partenariat mondial pour l'énergie nucléaire (GNEP)*, en tant que membre à part entière du groupe des 21 pays qui souhaitent que l'énergie nucléaire soit de plus en plus utilisée à des fins pacifiques dans des conditions de sécurité et de sûreté;

l) En tant qu'État membre de l'Union européenne, la Roumanie est partie au Traité EURATOM ainsi qu'à l'Accord correspondant et au Protocole additionnel à l'Accord sur l'application des paragraphes 1 et 4 de l'article III du TNP (loi n° 185/2007). Afin de contribuer à mieux faire comprendre le nouveau cadre législatif dans le domaine des garanties nucléaires, un séminaire national destiné à préparer l'application du système de garanties EURATOM a été organisé les 6 et 7 juin 2005, et un séminaire sur l'application en Roumanie des garanties EURATOM s'est tenu les 11 et 12 octobre 2006;

m) Pour ce qui est de prévenir et combattre le terrorisme nucléaire, la Roumanie a toujours participé à l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire et a participé, depuis avril 2007, à un certain nombre d'événements importants organisés dans ce cadre;

n) La Roumanie a aussi mis un accent particulier sur la formation d'experts en matière de protection physique des installations nucléaires contre le sabotage. Elle a organisé à cette fin, en coopération avec l'AIEA un Séminaire national pour la prévention du sabotage dans les installations nucléaires (Pitești, 10–12 octobre 2005);

o) Les 30 et 31 janvier 2006, s'est tenue la troisième réunion relevant de la «*Black Sea Border Security Initiative*» (Initiative de sécurité autour de la mer Noire), première initiative multilatérale pour la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive dans la région;

p) Le 10 mai 2006, un exercice national de prévention et de lutte contre le terrorisme nucléaire a été organisé à Cheile Râșnoavei (Brașov). Le 7 septembre 2007, un exercice du même type a été organisé. Afin d'améliorer la capacité de renforcer la sûreté nucléaire dans l'infrastructure nationale, la Roumanie a, en coopération avec l'AIEA, organisé à Bucarest, du 10 au 20 mars 2008, un stage régional de formation sur la protection physique des réacteurs nucléaires de recherche;

q) Dans le domaine du contrôle des exportations, l'actuel régime des exportations et importations de biens et technologies à double usage est soumis au Règlement (CE) n° 1334/2000 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens et technologies à double usage, tel qu'il a été modifié, à l'Action commune du Conseil n° 401/2000/PESC relative au contrôle de l'assistance technique liée à certaines destinations finales militaires et à la loi n° 136/2007 approuvant l'ordonnance gouvernementale d'urgence n° 129/2006 concernant le régime de contrôle des exportations de biens et technologies à double usage en Roumanie. Dans ce domaine, les activités suivantes ont été réalisées en 2007 et 2008, au titre de la communication des pouvoirs publics avec l'industrie: formation des douaniers et des agents de la police des frontières à l'identification des produits; séminaires relatifs à l'application des Règlements de l'UE dans le domaine des biens à double usage; ateliers à l'intention des exportateurs roumains.
